

Unédic

TITRES NEGOCIABLES A COURT TERME

Programme non garanti

Negotiable European Commercial Paper (NEU CP)¹UNEDIC

DOCUMENTATION FINANCIERE	
Nom du programme	Unédic - NEU CP
Nom de l'émetteur	Unédic
Type de programme	Titres Négociables à Court Terme
Plafond du programme	10.000.000.000 EUR
Garant	Sans objet
Notation du programme	Noté P-1 par Moody's Investors Service Limited F1+ par Fitch Ratings
Arrangeur	Sans objet
Agent(s) Domiciliaire(s)	BNP Paribas / BNP Paribas Securities Services
Agent(s) Placeur(s)	Les Agents Placeurs pourront notamment être désignés parmi : BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Société Générale, BRED Banque Populaire, HSBC France, Crédit Industriel et Commercial, Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Natixis, Merrill Lynch International Ltd, HPC OTCex Group, Deutsche Bank AG, Unicredit Bank AG, RBS Plc, Tullett Prebon (Europe) Ltd.
Date de signature de la documentation financière	5 septembre 2017.
Mise à jour par avenant	Sans objet.

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monnaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D.213-1 du Code monétaire et financier.

Un exemplaire du présent dossier est adressé à :

BANQUE DE FRANCE

Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)

Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)

21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)

39, rue Croix des Petits Champs

75049 PARIS CEDEX 01

TABLE DES MATIERES

	Page
1. DESCRIPTION DU PROGRAMME	4
2. DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR	8
3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES	26
4. ANNEXES	27

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROGRAMME	
Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et Article 6 de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures	
1.1	Nom du programme
Unédic – NEU - CP	
1.2	Type de programme
Titres Négociables à Court Terme	
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur
Unédic	
1.4	Type d'Émetteur
Association Loi 1901	
1.5	Objet du programme
<p>Le produit net de l'émission des titres est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur, lequel doit veiller au service de la performance de l'Assurance chômage pour le bénéfice des salariés, des entreprises et des demandeurs d'emploi, en s'assurant de l'application par les opérateurs des règles et des dispositions décidées par les partenaires sociaux et en étroite coopération avec ces derniers, dans une perspective de gestion socialement responsable de l'Assurance chômage.</p> <p>L'activité de l'Émetteur est plus amplement décrite dans la section « Description de l'Émetteur » ci-dessous.</p>	
1.6	Plafond du programme
L'encours maximum du Programme de l'Émetteur s'élève à 10.000.000.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères, conformément à la décision du Conseil d'Administration de l'Unédic du 31 janvier 2017 confirmé le 19 juin 2017.	
1.7	Forme des titres
<p>Les Titres Négociables à Court Terme sont des titres de créances négociables au sens de l'article L. 213-1 du Code monétaire et financier et constituent des titres financiers au sens de l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier.</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme sont émis sous forme de titres au porteur dématérialisés et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.</p>	
1.8	Rémunération
<p>La rémunération des Titres Négociables à Court Terme est libre. Cependant, si l'Émetteur émet des Titres Négociables à Court Terme dont la rémunération est liée à un indice, ou à une clause d'indexation, l'Émetteur n'émettra que des Titres Négociables à Court Terme dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire, tel que et restreint à : Euribor, Libor ou EONIA. L'Émetteur ne peut pas émettre de Titres Négociables à Court Terme avec paiements de capital qui peuvent potentiellement être variables. Dans le cas d'une émission comportant une option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat, les conditions de rémunération des Titres Négociables à Court Terme seront fixées à l'occasion de l'émission</p>	

initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l’occasion de l’exercice de l’option de remboursement.	
1.9	Devises d’émission
Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l’émission conformément à l’article D. 213-6 du Code monétaire et financier.	
1.10	Maturité
<p>L’échéance des Titres Négociables à Court Terme sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu’à la date des présentes la durée des émissions de ces titres ne peut être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles).</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France.</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l’échéance (au gré de l’Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d’un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l’Émetteur et ou du détenteur).</p> <p>Les Titres Négociables à Court Terme émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l’Émetteur (au gré de l’Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d’un (ou plusieurs) évènement(s) indépendant(s) de l’Émetteur et / ou du détenteur).</p> <p>L’option de remboursement anticipé, de prorogation ou de rachat de Titres Négociables à Court Terme, s’il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.</p> <p>En tout état de cause, la durée de tout Titre Négociable à Court Terme assortie d’une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de remboursement anticipé, de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l’émission du dit Titre Négociable à Court Terme.</p>	
1.11	Montant unitaire minimal des émissions
Le montant unitaire, déterminé au moment de chaque émission, sera au moins égal à 1.000.000 euros, ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères.	
1.12	Dénomination minimale des Titres
En vertu de la réglementation, le montant minimum légal des titres de créances négociables émis dans le cadre de ce programme doit être de 150 000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises déterminée au moment de l’émission.	
1.13	Rang
Optionnel ²	
1.14	Droit applicable
<p>Les Titres Négociables à Court Terme sont émis dans le cadre de la législation française et sous soumis aux dispositions des articles L. 213-1 A à L. 213-4 et D. 213-1 A à D.213-4 du Code Monétaire et Financier.</p> <p>Tout litige, auquel les Titres Négociables à Court Terme émis dans le cadre du présent Programme pourra donner lieu, sera interprété au regard des règles de droit français et devra être porté devant les tribunaux compétents situés à Paris.</p>	
1.15	Admission des titres sur un marché réglementé
Sans objet.	

² Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l’émetteur car la réglementation française ne l’impose pas.

1.16	Système de règlement- livraison d'émission
Euroclear France	
1.17	Notation(s) du programme
Noté F1+par Fitch Ratings et P-1 par Moody's Investors Service Limited (Voir Annexe I) Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.	
1.18	Garantie
Sans objet. Les Titres Négociables à Court Terme ne font l'objet d'aucune garantie de l'État français.	
1.19	Agent(s) Domiciliaire(s)
BNP Paribas / BNP Paribas Securities Services.	
1.20	Arrangeur
Sans objet	
1.21	Mode de placement envisagé
Les Titres Négociables à Court Terme seront souscrits et placés par des Agents Placeurs désignés à tout moment par l'Émetteur. A la date de la présente Documentation Financière, l'Émetteur a désigné les Agents Placeurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • BNP Paribas • Crédit Agricole CIB • Société Générale • BRED Banque Populaire • HSBC France • Crédit Industriel et Commercial • Banque Fédérative du Crédit Mutuel • Natixis • Merrill Lynch International Ltd • HPC OTCex Group • Deutsche Bank AG • Unicredit Bank AG • RBS Plc • Tullett Prebon (Europe) Ltd. L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.	
1.22	Restrictions à la vente
Optionnel. ³	

³ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

1.23	Taxation
<p>La présente Documentation Financière ne décrit pas le régime fiscal applicable aux Titres Négociables à Court Terme ni les éléments fiscaux à considérer pour prendre une décision d'acquérir, posséder ou céder ces titres. Les investisseurs ou bénéficiaires des Titres Négociables à Court Terme sont invités à consulter leur propre conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession de ces titres au regard de leur propre situation.</p>	
1.24	Implication d'autorités nationales
<p>Banque de France.</p>	
1.25	Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme
<p>Monsieur Vincent DESTIVAL Directeur Général Unédic 4, rue Traversière 75012 Paris, France Téléphone : 01 44 87 64 74 Télécopie : 01 44 87 65 29 Email : vdestival@unedic.fr</p> <p><u>Responsable du programme</u> Monsieur Philippe EBERSCHWEILER Directeur Finances et Trésorerie Unédic 4, rue Traversière 75012 Paris, France Téléphone : 01 44 87 64 47 Télécopie : 01 46 28 04 71 Email : peberschweiler@unedic.fr</p> <p>Monsieur Jun DUMOLARD Responsable de Trésorerie Unédic 4, rue Traversière 75012 Paris, France Téléphone : 01 44 87 64 48 Télécopie : 01 46 28 04 71 Email : jdumolard@unedic.fr</p>	
1.26	Informations complémentaires relatives au programme
<p>Optionnel⁴</p>	
1.27	Langue
<p>Cette Documentation Financière a été rédigé en français. Une traduction indicative en anglais, mise à disposition par l'Emetteur, peut être proposée, toutefois seule la version française déposée auprès de la Banque de France fait foi.</p>	

⁴ Optionnel : information pouvant ne pas être fournie par l'émetteur car la réglementation française ne l'impose pas.

SECTION 2 : DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et Article 7, 3° de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

2.1 Dénomination sociale de l'Émetteur

Unédic

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'Émetteur et tribunaux compétents

2.2.1 Forme juridique

L'Émetteur est une association de droit privé à but non lucratif constituée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

2.2.2 Législation applicable

Législation régissant les activités de l'Émetteur

L'Émetteur est soumis au droit français et en particulier aux dispositions de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ainsi qu'aux dispositions du Code du travail et des conventions nationales visées ci-après relatives aux institutions d'assurance chômage et à l'assurance chômage. Ces conventions sont applicables à tous les employeurs du secteur privé.

L'Émetteur assure la mise en œuvre des textes relatifs à l'assurance chômage.

- Les conventions relatives aux institutions de l'assurance chômage

A la convention du 31 décembre 1958 succèdent la convention du 24 février 1984, puis celle du 22 mars 2001 relative aux institutions conclues pour une durée indéterminée, qui ont maintenu les institutions créées en 1958. La convention du 22 mars 2001 régit actuellement le fonctionnement interne de l'Émetteur, en complément de ses statuts.

- Les conventions d'assurance chômage

Depuis 1984, des conventions d'assurance chômage sont conclues pour une durée déterminée par les partenaires sociaux en fonction notamment de la situation financière de l'assurance chômage. Ces conventions sont ensuite agréées par les autorités nationales compétentes en matière d'emploi afin qu'elles s'appliquent obligatoirement à l'ensemble des employeurs et salariés du secteur privé. L'Émetteur est chargé de la mise en œuvre de ces conventions d'assurance chômage.

La dernière convention relative à l'indemnisation du chômage en date du 14 avril 2017, venant en remplacement de la précédente convention en date du 14 mai 2014, sera applicable, pour l'essentiel de ses dispositions, à partir du 1^{er} octobre 2017.

Conformité et prorogation de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014

La convention du 14 mai 2014 visait à (i) renforcer la sécurisation des salariés dans leur parcours entre emploi et chômage, pour lutter contre la précarité, (ii) à inciter plus fortement à la reprise d'emploi et, d'une manière générale, (iii) à simplifier les règles pour les rendre plus lisibles. Elle prévoyait notamment de nouvelles règles relatives aux droits rechargeables et au cumul salaire / allocation chômage.

Cette convention et le règlement qui y est annexé ont été agréés par arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social, en date du 25 juin 2014⁸.

Par décision en date du 5 octobre 2015, le Conseil d'État a annulé trois dispositions du règlement général annexé à la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 relatives (i) aux modalités de récupération des trop-perçus, (ii) aux conséquences des périodes non déclarées et (iii) à la prise en compte des indemnités prud'homales dans le calcul du différé spécifique d'indemnisation.

⁸ Journal Officiel de la République Française – JORF n° 0146 du 26 juin 2014

L'annulation des deux premières mesures, n'impactant pas la convention d'assurance chômage, a pris effet immédiatement et les dispositions correspondantes ont été supprimées en ce qu'elles ne pouvaient légalement faire l'objet d'un agrément. En revanche, les dispositions relatives au différé d'indemnisation formant un tout indivisible avec les autres dispositions de la convention d'assurance chômage, le Conseil d'État a prononcé l'annulation totale de l'agrément de ladite convention, à partir du 1^{er} mars 2016, pour permettre de prendre les mesures permettant la continuité du dispositif d'assurance chômage.

Les partenaires sociaux se sont ainsi réunis le 18 décembre 2015 afin de mettre la convention du 14 mai 2014 en conformité avec la loi par voie d'avenant en vue d'un nouvel agrément de la convention. Cet avenant a été signé le 18 décembre 2015 et est entré en vigueur le 1^{er} mars 2016.

La convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 a été conclue pour une durée déterminée allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016. Les mesures d'application du régime d'assurance chômage sont déterminées par décret en Conseil d'État en l'absence d'accord entre les partenaires sociaux sur les termes d'une nouvelle convention d'assurance chômage. En application de l'article L. 5422-20 du Code du travail et à défaut d'un tel accord entre les partenaires sociaux, les mesures d'application du régime d'assurance chômage ont été déterminées conformément aux termes du Décret n° 2016-869 du 29 juin 2016, auquel a été substitué le Décret n° 2016-8669 du 13 juillet 2016, relatif au régime d'assurance chômage des travailleurs involontairement privés d'emploi, qui prévoit la prorogation, dans leur version en vigueur au 30 juin 2016 et à l'exception des dispositions ou des stipulations qu'ils contiennent concernant leur durée d'application, de la convention du 14 mai 2014 et du règlement général annexé à ladite convention, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté portant agrément d'une nouvelle convention d'assurance chômage convenue entre les partenaires sociaux.

Adoption de la nouvelle convention d'assurance chômage

Une nouvelle convention d'assurance chômage a été conclue le 14 avril 2017 par les partenaires sociaux. La convention d'assurance chômage du 14 avril 2017 a été agréée par arrêté du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social en date du 4 mai 2017⁵ en application notamment des dispositions des articles L.5422-20 à L.5422-23 du Code du travail. La convention et les textes annexés déterminent les mesures d'application du régime d'assurance chômage à compter du 1^{er} octobre 2017 pour une durée de 3 ans, jusqu'au 30 septembre 2020.

À cette convention se trouve annexé un nouveau règlement général précisant notamment les règles d'attribution des allocations, les mesures favorisant le retour à l'emploi et la sécurisation des parcours professionnels, les modalités des demandes d'allocations et d'aides, d'information du salarié privé d'emploi ainsi que celles relatives au recouvrement des contributions destinées à financer l'assurance chômage.

Les principales modifications apportées au régime d'assurance chômage par la convention du 14 avril 2017 concernent notamment (i) le calcul de l'allocation chômage, qui est désormais basé sur le nombre de jours travaillés (quelle que soit la durée des contrats de travail, avec une prise en compte homogène des jours de travail nécessaires pour l'ouverture des droits), (ii) la modification de la durée maximale d'indemnisation pour les chômeurs de plus de 50 ans (échelonnée de 24 mois à 36 mois maximum pour les chômeurs de plus de 55 ans), (iii) le différé spécifique d'indemnisation en cas de versement d'indemnités supra-légales (ramené de 180 à 150 jours), (iv) la création d'une contribution exceptionnelle temporaire mise en place pour une durée maximale de 3 ans (soit jusqu'au 30 septembre 2020 au plus tard), dont le taux est de 0,05%, à la charge exclusive de l'employeur et (v) la suppression de la modulation actuelle des contributions patronales à l'assurance chômage pour les contrats à durée déterminée.

Ces modifications ont notamment pour objectif d'infléchir la trajectoire financière et d'améliorer la trésorerie de l'Unédic. Ces modifications pourraient avoir pour conséquences pour l'Émetteur, à terme, de réduire le recours à l'emprunt.

⁵ Journal Officiel de la République Française – JORF n°0107 du 6 mai 2017

2.3	Date de constitution												
<p>L'Unédic a été instituée par une convention nationale interprofessionnelle du 31 décembre 1958 créant un régime national interprofessionnel d'Assurance Chômage, signée entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés au plan national et interprofessionnel.</p> <p>L'Émetteur a déposé ses statuts au bureau des associations de la Préfecture de police le 23 janvier 1959 et a commencé son activité le 5 février 1959. Par la suite, l'Émetteur a été immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris en date du 20 janvier 1994 pour une durée indéterminée.</p> <p>Histoire & évolution de l'Émetteur</p> <p>L'Émetteur est un organisme paritaire créé par l'accord national interprofessionnel du 31 décembre 1958 afin de gérer le régime d'assurance chômage. A cette époque, le champ d'application du régime d'assurance chômage était limité aux seules entreprises appartenant aux secteurs d'activité représentés au Conseil National du Patronat Français (CNPF). Il a été progressivement étendu à l'ensemble des professions du secteur privé. Les grandes étapes de cette extension sont les suivantes :</p> <table border="0" data-bbox="199 728 1417 1081"> <tr> <td data-bbox="199 728 478 795">1959</td> <td data-bbox="478 728 1417 795">Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPF)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="199 795 478 862">1967</td> <td data-bbox="478 795 1417 862">Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial</td> </tr> <tr> <td data-bbox="199 862 478 907">1974 - 1977</td> <td data-bbox="478 862 1417 907">Intégration du régime agricole</td> </tr> <tr> <td data-bbox="199 907 478 940">1979 - 1980</td> <td data-bbox="478 907 1417 940">Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles</td> </tr> <tr> <td data-bbox="199 940 478 1008">1987</td> <td data-bbox="478 940 1417 1008">Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire</td> </tr> <tr> <td data-bbox="199 1008 478 1075">1999</td> <td data-bbox="478 1008 1417 1075">Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique</td> </tr> </table>		1959	Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPF)	1967	Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial	1974 - 1977	Intégration du régime agricole	1979 - 1980	Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles	1987	Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire	1999	Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique
1959	Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPF)												
1967	Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial												
1974 - 1977	Intégration du régime agricole												
1979 - 1980	Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles												
1987	Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire												
1999	Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique												
2.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)												
<p>Les coordonnées du siège social de l'Émetteur sont les suivantes : 4 rue Traversière, 75012 Paris, France, tel : +33 (0)1 44 87 64 00, site Internet : www.unedic.org.</p>													
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés												
<p>L'Émetteur est immatriculé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 775 671 878 RCS Paris</p>													
2.6	Objet social résumé												
<p>Aux termes de l'article 2 de ses statuts en date du 31 janvier 2017, l'Émetteur a pour objet :</p> <ol style="list-style-type: none"> (1) de gérer ou de financer tout dispositif d'indemnisation de la privation involontaire d'emploi, de prévention de la perte d'emploi, de maintien dans l'emploi et de formation sur le plan national et plus généralement tout dispositif relatif à l'emploi ; (2) de procéder à toutes études et recherches dans le domaine de l'emploi sur le plan national et international ; (3) d'assurer les liaisons nécessaires avec les services publics, les organismes et les instances, notamment les instances paritaires régionales dont l'activité concerne l'emploi et de leur apporter, en tant que de besoin, sa collaboration ; (4) de communiquer aux instances paritaires régionales les orientations à prendre en compte pour l'application de la réglementation d'assurance chômage et mettre à leur disposition des informations et plus généralement tout élément utile à la réalisation de cette mission et au suivi des missions déléguées aux opérateurs de l'assurance chômage ; 													

- (5) de répondre aux sollicitations des instances paritaires régionales et y apporter, le cas échéant, les suites nécessaires ;
- (6) de prendre, dans le respect des dispositions de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, toutes initiatives de nature à favoriser le retour à l'emploi des travailleurs involontairement privés d'emploi ;
- (7) d'assurer, vis-à-vis de toute personnes n'ayant pas la qualité de membre, la défense des intérêts du régime d'assurance-chômage, devant toute juridiction ;
- (8) de s'assurer de la bonne application par tout membre du service public de l'emploi des dispositifs dont l'Unédic lui confie la mise en œuvre ;
- (9) de promouvoir la qualité des services offerts aux travailleurs involontairement privés d'emploi et aux entreprises ;
- (10) d'accéder à l'ensemble des informations nominatives recueillies par toute institution ou organisme à qui l'Unédic a confié un mandat ou une délégation et ce à des fins de gestion, de statistiques ou de contrôle ;
- (11) d'apporter son expertise, en particulier sur les domaines visés au présent article, aux autres membres du service public de l'emploi.
- (12) de gérer tout régime et tout fonds nécessaires à l'exécution des missions qui lui ont été ou lui seront dévolues par la loi, par décret, par accord des partenaires sociaux ou par convention avec tout autre organisme et dont elle s'engage à appliquer les réglementations. A cet effet, elle assure l'unité économique, juridique et sociale de chacun de ces dispositifs et des moyens mis en œuvre."

2.7 Renseignements relatifs à l'activité de l'Émetteur

En application de l'article L. 5427-1 du code du travail, l'Unédic gère les dispositifs conventionnels d'indemnisation des salariés involontairement privés d'emploi en France, c'est-à-dire (i) le régime paritaire d'Assurance Chômage, financé par les contributions des employeurs et des salariés, et (ii) les dispositifs spécifiques d'indemnisation ou de garantie (contrat de sécurisation professionnelle et assurance contre le risque de non-paiement des salaires pour le compte de l'association AGS).

L'Émetteur gère (i) le régime conventionnel et paritaire d'assurance chômage et (ii) d'autres dispositifs conventionnels.

(1) Le régime conventionnel de l'assurance chômage

- L'assurance chômage

Le régime d'assurance chômage mis en place par l'accord national interprofessionnel du 31 décembre 1958, est un régime conventionnel, dont les principes sont fixés par la loi. L'Émetteur gère paritairement les dispositifs conventionnels d'indemnisation des salariés involontairement privés d'emploi en France.

L'assurance chômage indemnise les salariés involontairement privés d'emploi qui satisfont à des conditions d'âge et d'une activité antérieure ayant donné lieu à versement de contributions d'assurance chômage. Les allocations d'assurance chômage sont calculées sur la base du salaire brut moyen des douze (12) derniers mois du salarié involontairement privé d'emploi. La durée de versement est déterminée en fonction de la durée de l'activité antérieure ayant donné lieu à affiliation au régime d'assurance chômage et l'âge du salarié privé d'emploi.

A l'origine, le régime d'assurance chômage ne concernait que les entreprises membres d'un syndicat professionnel. Toutefois, par étapes successives, il a été étendu à l'ensemble des entreprises du secteur privé et est devenu aujourd'hui un régime interprofessionnel. C'est un régime de base obligatoire : tous les employeurs du secteur privé doivent s'affilier à l'assurance chômage pour l'ensemble de leurs salariés⁹.

L'assurance chômage est financée par les contributions obligatoires des employeurs et des salariés au nom d'un principe de solidarité professionnelle. Ces contributions étaient recouvrées par Pôle

⁹ Art. L. 5422-13 C. Trav.

emploi pour le compte de l'Émetteur. Depuis le 1^{er} janvier 2011, le recouvrement des contributions d'assurance chômage est essentiellement assuré pour le compte de l'Émetteur par l'Acoss et le réseau des Urssaf¹⁰. Ces ressources sont gérées par l'Émetteur. Leur montant, fixé par les partenaires sociaux dans la convention du 14 avril 2017 relative à l'indemnisation du chômage, évolue en fonction des dépenses à couvrir. Aujourd'hui, le taux de contribution est fixé à 6,4% et est réparti à raison de 4% à la charge de l'employeur et de 2,4% à la charge des salariés. Une contribution exceptionnelle temporaire a été mise en place par la convention d'assurance chômage du 14 avril 2017, pour toute la durée de la convention. Son taux est de 0,05% à la charge exclusive des employeurs. Cette contribution s'applique à l'ensemble des contrats de travail.

Les contributions servent à financer les allocations versées aux salariés privés d'emploi ayant suffisamment contribué. En application de l'article L. 5422-24 du Code du travail, 10% de ces contributions sont versées à Pôle Emploi pour ses dépenses de fonctionnement et d'investissement et ses interventions en vue du reclassement des travailleurs privés d'emploi. Pour 2016, le résultat des opérations de gestion technique est ressorti déficitaire à 3,87 milliards d'euros (en rapport à un montant global de produits de 35,536 milliards d'euros et un montant global de charges de 39,406 milliards d'euros).

- Afin de permettre à Pôle emploi d'assurer la continuité des missions précédemment exercées par les institutions d'assurance chômage, deux conventions de service ont été conclues en date du 19 décembre 2008 entre l'Émetteur et Pôle emploi relatives au service de l'allocation d'assurance chômage et au recouvrement des contributions à titre transitoire.

Dans ce cadre, l'Émetteur prescrit, notamment à Pôle emploi, les règles relatives à l'indemnisation du chômage et met en œuvre la politique financière de l'assurance chômage définie par les partenaires sociaux. Pour ce faire, l'Émetteur élabore des prescriptions et diffuse notamment des circulaires, des instructions, des imprimés et des formulaires de fonctionnement nationaux. Il suit, en outre, le contentieux sur des questions de principe et gère les finances et la trésorerie du régime d'assurance chômage.

En vue de simplifier les démarches des employeurs dans le cadre du paiement des contributions d'assurance-chômage, en réduisant notamment le nombre de leurs déclarations et de leurs interlocuteurs, ces conventions de service ont par la suite été reprises dans le cadre d'une convention quadripartite en date du 17 décembre 2010 entre l'Émetteur, Pôle Emploi, l'AGS et l'Acoss et relative au recouvrement des contributions et cotisations dues par les employeurs. Les missions de l'Émetteur telles qu'évoquées au paragraphe précédent sont reprises et détaillées au sein de cette nouvelle convention.

Cette convention détaille également les conditions en vertu desquelles Pôle Emploi et l'Acoss assurent le recouvrement, pour le compte de l'Émetteur, des contributions dues au titre du régime d'assurance-chômage et des cotisations dues au titre du régime de garantie des créances des salariés, ainsi que le service de l'allocation d'assurance aux demandeurs d'emploi.

- Le Contrat de sécurisation professionnelle

Dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 31 mai 2011 et de la loi n°2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, les partenaires sociaux ont adopté la convention du 19 juillet 2011 relative au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) (dont la durée avait été prorogée jusqu'au 31 décembre 2014), dispositif venant en remplacement de la convention de reclassement personnalisé et du contrat de transition professionnelle. Le CSP est destiné à assurer un accompagnement et une indemnisation spécifiques aux salariés licenciés pour motif économique en vue de favoriser un reclassement accéléré vers l'emploi.

Les partenaires sociaux ont décidé, dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 2014 conclu pour deux ans, de reconduire et d'aménager le dispositif de contrat de sécurisation professionnelle.

Le CSP est applicable aux procédures de licenciement pour motif économique engagées dans les entreprises qui ne sont pas soumises au dispositif du congé de reclassement (entreprises dont

¹⁰ Le transfert de recouvrement pour le compte de l'assurance-chômage résulte des dispositions de la loi 2008-126 du 13 février 2008.

l'effectif tous établissements confondus est inférieur à 1000 salariés ou entreprises en redressement ou liquidation judiciaire sans condition d'effectif).

Les évolutions concernent notamment la réduction de l'allocation de sécurisation professionnelle, la création d'une prime au reclassement et la mise en place d'une logique de "CSP glissant" pour prendre en compte les périodes de travail ou encore l'élargissement des conditions de reprise d'emploi.

L'accord national interprofessionnel a été transposé dans une nouvelle convention relative au CSP en date du 26 janvier 2015, qui est entrée en vigueur le 1er février 2015. Les partenaires sociaux ont conclu le 17 novembre 2016 un avenant (Avenant n°1) prévoyant une prolongation de 18 mois de la convention du 26 janvier 2015, qui continuera ainsi de produire ses effets jusqu'au 30 juin 2018.

(2) Les autres régimes

L'Émetteur remplit également d'autres missions pour le compte des tiers dans le cadre de conventions de gestion avec l'État et l'AGS (Association pour la Gestion du régime d'assurance des créanciers des Salariés).

- La convention Unédic-AGS

L'AGS, organisme patronal financé par les entreprises créé début 1974, assure le paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise. Une convention de gestion a été conclue entre l'AGS et l'Émetteur, qui est chargée du recouvrement des cotisations, de la mise à disposition des mandataires et administrateurs judiciaires des fonds nécessaires, de la récupération des sommes avancées et de la tenue de la comptabilité de ces opérations.

- La convention État-Unédic sur l'indemnisation du chômage partiel

Face aux difficultés économiques rencontrées par les entreprises, un dispositif alternatif au chômage partiel dit d'activité partielle à longue durée a été mis en place. Ce dispositif peut prévoir le versement, par voie de convention d'activité partielle, d'allocations complémentaires de chômage partiel aux salariés subissant une réduction d'activité en dessous de la durée légale ou conventionnelle du travail pendant une période de longue durée, avec des contreparties en matière de maintien dans l'emploi et de formation. Le financement conjoint de ces allocations est assuré par l'entreprise, l'État et le régime d'assurance chômage. Ce dernier participe au financement de ce dispositif à hauteur maximale de 150 millions € (montant auquel une enveloppe complémentaire de 80 millions € a été ajoutée pour l'année 2012) avec l'objectif d'éviter au maximum des licenciements économiques dont il aurait à assumer la charge. Au delà du 31 décembre 2012, l'activité partielle de longue durée a été financée par le solde de l'enveloppe antérieure. La participation de l'État s'ajoute à celle existant au titre de l'allocation spécifique de chômage partiel.

Les rapports annuels des deux derniers exercices sont référencés en Annexe II.

2.8	Capital
La notion de capital n'est pas pertinente pour un émetteur tel que l'Unédic.	
2.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré
Sans objet	
2.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré
Sans objet	
2.9	Répartition du capital
La notion de capital n'est pas pertinente pour un émetteur tel que l'Unédic constitué sous forme d'association Loi 1901.	

2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'Émetteur sont négociés
<p>L'Unédic émet des obligations cotées sur Euronext Paris dans le cadre d'un programme EMTN visé par l'Autorité des marchés financiers.</p> <p>L'information est disponible sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante : https://www.unedic.org/investors</p>	
2.11	Composition de la Direction
2.11.1	<u>Description & composition des organes d'administration et de direction de l'Émetteur</u>
<p>L'Émetteur est une institution paritaire caractérisée par une égale représentation au sein de ses instances de gestion entre les représentants des organisations nationales représentatives d'employeurs et les représentants des organisations interprofessionnelles nationales représentatives des salariés. Il est administré par un Conseil d'administration et un Bureau. La Direction générale de l'Émetteur est assurée par un Directeur général.</p> <p>(A) Description des organes d'administration et de direction de l'Émetteur</p> <p>(1) Le Conseil d'administration</p> <p>Le Conseil d'administration comprend de façon paritaire un collège d'employeurs et un collège de salariés ayant chacun vingt-cinq (25) représentants.</p> <p>Le collège d'employeurs est composé du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), de la Confédération des PME (CPME) et de l'Union des entreprises de proximité (U2P).</p> <p>Le collège de salariés est composé de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), la Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC), la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), la Confédération Générale du Travail (CGT) et la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO).</p> <p>Le Conseil d'administration a, pour les opérations se rattachant à l'objet social de l'Émetteur, les pouvoirs les plus étendus. Il peut, notamment, établir tous règlements intérieurs pour l'application des statuts de l'Émetteur, procéder aux modifications des statuts, appliquer ces statuts et règlements aux cas particuliers qui pourraient se présenter, gérer les ressources de l'association, ainsi que tout fond d'aide aux travailleurs privés d'emploi. Le Conseil d'administration exerce ainsi, aux termes des statuts, les attributions habituellement dévolues aux assemblées générales de sociétés.</p> <p>(2) Le Bureau</p> <p>Le Bureau est constitué de façon paritaire d'un maximum de dix (10) membres choisis par le Conseil d'administration tous les deux (2) ans parmi ses membres. Il est présidé dans le cadre d'un mandat de deux (2) ans alternativement par un représentant des organisations nationales d'employeurs et un représentant des organisations nationales syndicales de salariés.</p> <p>Le Président, et à défaut un deuxième ou un troisième Vice-président appartenant au même collège, assure le fonctionnement régulier de l'Émetteur, conformément aux statuts et à ses règlements. Il préside les réunions du Bureau et du Conseil d'administration, signe tous les actes, délibérations ou conventions, représente l'Émetteur en justice et dans les actes de la vie civile.</p> <p>Le Bureau prend toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement administratif de l'Émetteur, veille à l'expédition des affaires courantes, exerce les délégations que peut lui confier le Conseil d'administration et nomme le Directeur général.</p> <p>(3) Le Directeur général</p> <p>Le Directeur général de l'Émetteur, nommé par le Bureau, est en charge du bon fonctionnement des services de l'Émetteur. Il exerce ses fonctions et représente l'Émetteur dans le cadre des délégations de pouvoirs qui lui sont confiées par le Bureau. Il conclut des conventions et accords</p>	

collectifs du travail ayant vocation à s'appliquer à l'ensemble des personnels du régime et préside les réunions des instances représentatives du personnel.

(4) Le contrôleur d'État

Le contrôle de l'Émetteur est exercé par un contrôleur d'État qui siège au Conseil d'administration et au Bureau de l'Émetteur avec voix consultative.

(B) Composition des organes d'administration et de direction de l'Émetteur

(1) Conseil d'administration

- Collège employeurs composant le Conseil d'administration

MEDEF

Membres titulaires

M. Patrice BERGEN

M. Claude COUTON

Mme Dominique DELCOURT

Mme Monique FILLON

M. Michel GUILBAUD

M. Pierre-Matthieu JOURDAN

M. Eric LE JAOUEN

Mme Martine MARANDEL

M. Thierry MICOR

M. François MIGAYROU

Mme Laurence D'ORGLANDES

M. Denis RICHARD

Mme Houria SANDAL-AOUIMEUR

M. Alexandre SAUBOT

M. Jacques VESSAUD

Membres suppléants

M. Henri BEDIER

M. Michel FARDIN

CPME

Membres titulaires

M. Alain AUBERT

Mme Sophie JAMI SEBAH

M. Jean-Michel POTTIER

M. Georges TISSIE

M. Benoît WILLOT

Membres suppléants

M. Julier CORNY

Mme Valérie DEQUEN

M. Grégory GODDARD

Mme Josiane ROSIER

Mme Anouk ULLERN

U2P

Membres titulaires

M. Michel CARNEJAC

M. Robert FARCY

M. Patrick LIEBUS

Membres suppléants

M. Pierre BURBAN

M. Yves DEVAUX

- Collège salariés composant le Conseil d'administration

CFDT

Membres titulaires

M. Stéphane BONNETAIN

M. Pascal CATTO

Mme Véronique DESCACQ

Mme Patricia FERRAND

M. Jean-Luc MICHEL

Membres suppléants

Mme Géraldine CORNETTE

Mme Chantal RICHARD

Mme Isabelle ROUSSEAU

CFE – CGC

Membres titulaires

M. Didier DERNONCOURT

Mme Christine DIEBOLD

M. Jean-François FOUCARD

Membres suppléants

M. Franck BOISSART

M. Michel DAVRIL

M. Philippe SCHAFFER

M. Paul HOUSMANN
M. Franck MIKULA

CFTC

Membres titulaires

M. Cyril CHABANIER
M. Eric COURPOTIN
Mme Anne-Sophie DELETOMBE
Mme Maryse FOURCADE
M. Yves RAZZOLI

Membres suppléants

M. Jean-Marie DUFOURNET
Mme Audrey IACINO

CGT

Membres titulaires

M. Eric AUBIN
M. Denis GRAVOUIL
Mme Dominique KALINSKI
M. Philippe TIXIER
Mme Esther ZDUNEK

Membres suppléants

M. Denis LALYS
Mme. Marie LEMOINE
Mme Muriel WOLFERS

FO

Membres titulaires

M. Michel BEUGAS
Mme. Nathalie CAPART
M. Nicolas CARMi
Mme Françoise CHAZEAU
M. Stéphane LARDY

Membres suppléants

Mme Myriam BARNEL
M. Michel CAMERA
M. David DELOYE

M. Alexandre SAUBOT est le Président du Conseil d'Administration de l'Unédic.

M. Jean-François PILLIARD est 1^{er} Vice-Président du Conseil d'Administration de l'Unédic.

Les membres du Conseil d'administration de l'Émetteur peuvent être contactés au siège de l'Émetteur, 4 rue Traversière, 75012 Paris, France.

(2) Bureau

M. Alexandre SAUBOT - MEDEF	Président
Mme Patricia FERRAND - CFDT	1 ^{ère} Vice-Présidente
M. Jean-Michel POTTIER – CPME	2 ^{ème} Vice-Président
M. Eric COURPOTIN – CFTC	3 ^{ème} Vice-Président
M. JEAN-FRANÇOIS FOUCARD – CFE - CGC	Trésorier
M. Patrick LIEBUS – U2P	Trésorier - adjoint
M. MICHEL BEUGAS –FO	Assesseur
M. Denis GRAVOUIL – CGT	Assesseur
M. Michel GUILBAUD - MEDEF	Assesseur
M. Eric LE JAOUEN – MEDEF	Assesseur

(3) Direction générale

Monsieur Vincent DESTIVAL est directeur général de l'Émetteur depuis sa nomination par le Bureau de l'Émetteur intervenue en date du 21 juillet 2010, avec effet au 27 septembre 2010.

Les membres du Bureau et de la Direction générale de l'Émetteur peuvent être contactés au siège de l'Émetteur, 4 rue Traversière, 75012 Paris, France.

(4) Contrôleur d'État

Le contrôle de l'Émetteur est exercé par M. Alain CASANOVA.

2.11.2

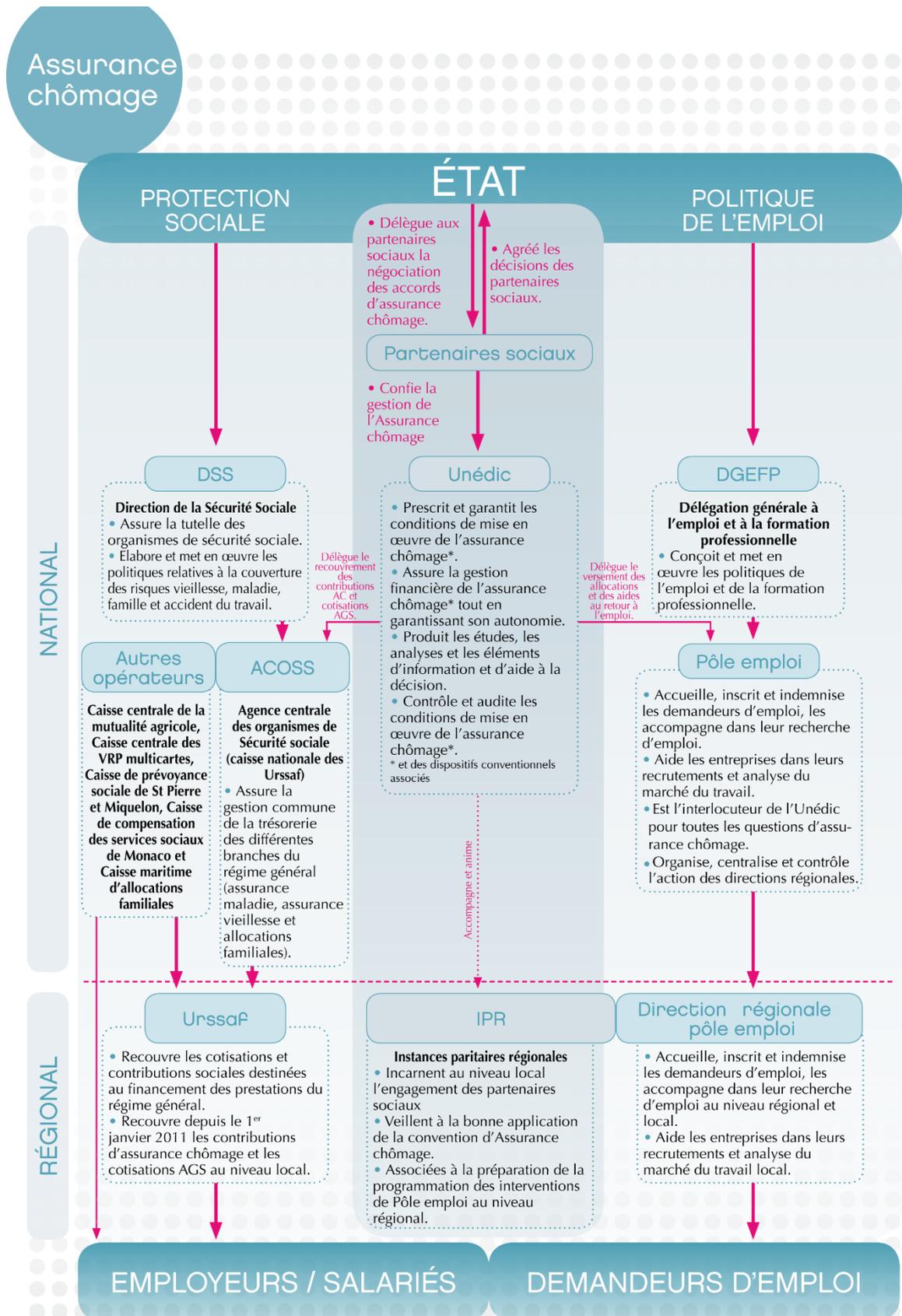
Rémunération globale des membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur

Les membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur, et plus généralement les membres du Bureau et du Conseil d'administration, ne perçoivent pas de rémunération au titre de leurs fonctions au sein de

l'Émetteur. Les organisations auxquelles ils appartiennent perçoivent une indemnité destinée à les défrayer des coûts engagés dans le cadre de l'exercice de leur mandat pour l'assurance chômage.	
2.11.3	<i>Mandats que les membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur exercent dans d'autres entreprises</i>
A l'exception notamment de (i) Monsieur Alexandre Saubot, son président, qui exerce par ailleurs les fonctions de Directeur Général Délégué de la société Haulotte Group, (ii) de Monsieur Benoît Willot, au regard de ses fonctions au sein de la société Arcdis SAS - Marché U et (iii) de Monsieur Eric Le Jaouen, fondateur et dirigeant du cabinet de conseil en ressources humaines Ginkgo, la plupart des membres du Bureau exercent leurs activités principales au sein des organisations syndicales qu'ils représentent au sein des organes d'administration et de direction de l'Émetteur, dans le cadre conventionnel et selon les règles définies par les partenaires sociaux.	
2.11.4	<i>Conflits d'intérêts - conventions entre l'Émetteur et toute personne morale ayant des dirigeants communs avec l'Émetteur</i>
L'Émetteur n'a pas identifié de personne membre de ses organes d'administration et de direction qui pourrait se trouver en situation de conflit d'intérêts entre (i) ses devoirs à l'égard de l'Émetteur et (ii) ses intérêts privés notamment.	
Il est à noter que l'Émetteur s'est doté d'un règlement intérieur des contrats et marchés afin de prévenir tout conflit d'intérêt au sein notamment de ses organes d'administration et de direction. Ce règlement intérieur contient un certain nombre de préconisations et d'incompatibilités en matière de passation de contrats et de marchés par l'Émetteur.	
Les dépenses relevant des conventions relatives à la contribution financière de l'Émetteur aux organisations syndicales et patronales aux frais exposés par leurs collaborateurs dans le cadre de la gestion de l'assurance chômage ont fait l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes qui a été approuvé par le Conseil d'administration du 19 juin 2017. Au cours de la réunion du Conseil d'administration du 31 janvier 2017, ces conventions avaient fait l'objet d'une reconduction pour les dépenses relatives à l'année 2017.	
L'Émetteur n'a pas passé de contrat avec les sociétés/entreprises référencées au paragraphe ci-dessus.	
2.11.5	<i>Principaux actionnaires</i>
Néant	
2.12	<i>Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)</i>
Normes comptables françaises.	
Les principes, règles et méthodes comptables de l'Émetteur sont plus amplement décrits dans le rapport financier de l'Émetteur.	
2.13	<i>Exercice comptable</i>
Son exercice social commence le 1 ^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.	
2.13.1	<i>Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé</i>
Décision du Conseil d'Administration du 19 juin 2017	
2.14	<i>Exercice fiscal</i>
Son exercice social commence le 1 ^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.	

2.15	Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur
2.15.1	Commissaires aux comptes
<p><u>Commissaire aux Comptes titulaires :</u></p> <p>FCN, 83/85, boulevard de Charonne - 75011 Paris N° RCS Paris B642024012 Représenté par M. Serge Floch</p> <p>DELOITTE & Associés, 185, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine N° RCS Nanterre B377876164</p> <p>FCN et Deloitte et Associés sont membres de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Représenté par M. Vincent Blestel et Mme Anne Blanche</p> <p><u>Commissaires aux Comptes suppléants :</u></p> <p>Patrick VICENS, 6, impasse des Ifs - 91300 Massy</p> <p>Alain PONS, 99, rue de Sèvres - 75006 Paris</p> <p>M. Patrick VICENS et M. Alain Pons sont membres de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Le mandat des commissaires aux comptes susvisés a été renouvelé pour les exercices 2012 à 2017 lors du Conseil d'administration de l'Émetteur en date du 27 juin 2012.</p>	
2.15.2	Rapports des commissaires aux comptes
<p>FCN et Deloitte ont vérifié, et rendu des rapports d'audit sur les comptes annuels de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2016.</p> <p>Ces rapports figurent aux pages 39 à 41 du rapport financier 2015 et 42 et 43 du rapport financier 2016, qui sont annexés à la présente Documentation Financière (voir Annexes).</p> <p>Ils peuvent être consultés à l'adresse suivante :</p> <p>https://www.unedic.org/investors</p>	
2.16	Autres programmes de l'Émetteur de même nature à l'étranger
<p>Il n'existe pas d'autre programme de l'Émetteur de même nature à l'étranger.</p>	
2.17	Notation de l'Émetteur
<p>L'Émetteur a fait l'objet d'une notation Aa2 (perspective stable) par Moody's Investors Service Limited depuis le 22 septembre 2015 et AA (perspective stable) par Fitch France S.A.S. depuis le 18 décembre 2014.</p> <p>Moody's Investors Service Limited et Fitch France S.A.S. sont établies dans l'Union Européenne et sont enregistrées conformément au Règlement (CE) n° 1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009, tel que modifié.</p>	
2.18	Information complémentaire sur l'Émetteur
2.18.1	Organigramme

Place de l'Émetteur dans l'organisation du service public de l'emploi.



L'assurance chômage est un régime de protection dont les règles sont adoptées par les partenaires sociaux. La gestion de ces règles conventionnelles a été confiée à l'Émetteur.

L'Émetteur, organisme paritaire de gestion de l'assurance chômage, assure par ailleurs, pour le compte des partenaires sociaux, un rôle d'étude et d'expertise sur les sujets relatifs à l'emploi et au chômage. A cet effet, il fournit aux partenaires sociaux ou à ses instances gestionnaires les éléments d'analyse dont ils ont besoin pour élaborer leurs projets et conduire leurs travaux (production d'indicateurs, études, enquêtes, simulations, chiffrages, équilibre technique et évaluations, prospective dans le domaine de l'indemnisation, etc.).

(A) L'Émetteur et l'Acoss

Dans le cadre de la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, l'Acoss et le réseau des Urssaf se sont vus confier la responsabilité du recouvrement des cotisations et contributions d'assurance chômage pour le compte de l'Unédic et de l'AGS.

La phase de mise en œuvre a été entérinée par la convention quadripartite conclue entre l'Émetteur, Pôle emploi, l'AGS et l'Acoss en date du 17 décembre 2010, laquelle définit les modalités pratiques de recouvrement des contributions et cotisations pour le compte de l'Émetteur par l'Acoss et les organismes de la branche de recouvrement.

(B) L'Émetteur et Pôle emploi

La loi n°2008-126 du 13 février 2008 a organisé la fusion de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et le réseau opérationnel de l'assurance chômage (les Assédic et Garp) et a prévu la création d'un nouvel établissement public dénommé Pôle emploi. Cette nouvelle institution a été créée le 19 décembre 2008.

Pôle emploi est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est chargé d'assurer, pour le compte de l'Émetteur, les missions du service public de l'emploi qui comprend le placement, l'indemnisation, l'insertion, la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Conformément aux dispositions de l'article L. 5312-1 du Code du travail, les six (6) missions du Pôle emploi consistent à :

- (1) prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et des qualifications, procéder à la collecte des offres d'emploi, aider et conseiller les entreprises dans leur recrutement, assurer la mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi et participer activement à la lutte contre les discriminations à l'embauche et pour l'égalité professionnelle ;
- (2) accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et participer au parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- (3) procéder aux inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, tenir celle-ci à jour et assurer à ce titre le contrôle de la recherche d'emploi ;
- (4) assurer pour le compte de l'Émetteur, le service de l'allocation d'assurance et pour le compte de l'État ou du Fonds de solidarité, le service des allocations de solidarité, de la prime au retour à l'emploi, de la prime forfaitaire ainsi que de toute autre allocation ou aide dont l'État lui confierait le versement par convention ;
- (5) recueillir, traiter, diffuser et mettre à la disposition des services de l'État et de l'Émetteur les données relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ; et
- (6) mettre en œuvre toutes les actions qui lui sont confiées par l'État, les collectivités territoriales et l'Émetteur en relation avec sa mission.

Le recouvrement des contributions a été assuré à titre transitoire par Pôle emploi et est désormais confié aux urssaf (voir ci-dessus).

L'Émetteur prescrit les règles relatives à l'indemnisation du chômage et aux aides éventuelles négociées par les partenaires sociaux. Ces prescriptions sont transmises à Pôle emploi en vue du versement, pour

le compte de l'Émetteur, des allocations aux demandeurs d'emploi ayant été affiliés à l'assurance chômage.

L'Émetteur définit, précise et transmet également les prescriptions nécessaires au recouvrement des contributions des employeurs et des salariés et participe à la mise en œuvre d'autres dispositifs conventionnels.

L'Émetteur s'assure de la conformité de la réalisation de ses prescriptions par Pôle emploi, en application de la convention tripartite pluriannuelle signée entre l'Unédic, l'État et Pôle emploi le 18 décembre 2014 (faisant suite à la première convention tripartite en date du 11 janvier 2012)¹¹.

Par ailleurs, l'Émetteur est le principal contributeur du budget de Pôle emploi avec un financement à hauteur de 10% des contributions perçues (d'environ 3,19 milliards en 2014, 3,24 milliards en 2015 et 3,30 milliards en 2016)¹².

(B) L'Émetteur et les instances paritaires régionales

L'article L. 5312-10 du Code du travail, dans sa rédaction issue de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, instaure des instances paritaires régionales au sein des directions régionales de Pôle emploi. Ces instances ont pour mission de :

- (1) rendre un avis sur la programmation des interventions de Pôle emploi au niveau territorial ; et
- (2) veiller à l'application de la convention d'assurance chômage.

La convention pluriannuelle prévue à l'article L. 5312-3 du Code du travail, signée entre l'État, l'Unédic et Pôle emploi le 18 décembre 2014 prévoit que, dans le cadre de leur rôle de veille de la bonne application de la convention d'assurance chômage, les instances paritaires régionales peuvent exercer un rôle d'alerte auprès de l'Émetteur. Par ailleurs, les instances paritaires régionales pourront s'adresser aux services de l'Unédic " en cas de difficultés d'interprétation de la réglementation de l'assurance chômage et de ses accords d'application ".

Considérées comme la déclinaison territoriale des partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance chômage, les instances paritaires régionales se sont vues préciser leurs missions par la convention du 19 février 2009, la convention du 6 mai 2011 et la convention du 14 mai 2014 (telle que modifiée) relatives à l'indemnisation du chômage et leurs textes d'application. Elles se substituent ainsi, en partie, aux commissions paritaires et aux bureaux des Assédic.

L'Émetteur coordonne l'action des instances paritaires régionales et les accompagne dans l'exercice de leur mission.

Filiales de l'Émetteur

L'Émetteur ne détient aucune filiale.

2.18.2	<i>Evènements récents propres à l'Émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de la solvabilité</i>
---------------	--

L'emploi affilié à l'Assurance chômage a fortement progressé de +1,1 % en 2016, représentant +219.000 emplois sur un an, après une progression en 2015 (+123.000 emplois, soit +0,2 %) et un recul en 2014 (-27.000 emplois, soit -0,1 %). En parallèle, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage a progressé (sur la base de données actualisées, +2,7 % en 2016 après + 7,6 % en 2015 et + 1,7 % en 2014). Environ 2,6 millions de bénéficiaires de l'ARE étaient concernés au 31 décembre 2016 (données CVS, France métropolitaine).

La progression modérée de la masse salariale, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés et la progression des versements d'allocations corrélative ont creusé l'endettement de l'Assurance chômage sur 2016:

- Les charges d'allocations ont augmenté de 2,2 % en un an :

¹¹ Art L. 5312-3 C.Trav.

¹² Art. L. 5312-7 et L. 5422-24 C. Trav.

- + 3,6 % pour l'Allocation d'aide au retour à l'emploi – ARE
- une légère baisse pour les autres allocations

- Le produit des contributions principales a progressé principalement sous l'effet de la hausse de la masse salariale affiliée en 2016 (+2,1 %).

L'écart entre les contributions, les allocations et les autres charges techniques (hors contribution de Pôle Emploi) est négatif, à hauteur de 569 millions d'euros en 2016, comparable à l'exercice 2015, soit 605 millions d'euros. Après prise en compte de la contribution de l'Assurance chômage au fonctionnement de Pôle Emploi (3,301 milliards d'euros), le résultat de gestion technique ressort déficitaire pour l'exercice 2016, à 3,87 milliards d'euros, stable comparativement au déficit de 2015, à savoir 3,847 milliards d'euros.

Notation de l'Émetteur

L'Émetteur fait l'objet d'une notation Aa2 (perspective stable) par Moody's Investors Service Limited et AA (perspective stable) par Fitch France S.A.S. Il est précisé que les agences de notation Fitch France S.A.S et Moody's Investors Service Limited ont dégradé la notation de l'Émetteur, respectivement le 18 décembre 2014 et le 22 décembre 2015 à l'instar de la dégradation de la note souveraine de la France décidée par ces agences. Les notes à court terme P 1 (délivrée par Moody's Investors Service Limited) et F1+ (délivrée par Fitch France S.A.S.) sont restées inchangées.

2.18.3 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Émetteur

Date des dernières informations financières

Le dernier exercice clos de l'Émetteur pour lequel les comptes annuels ont été audités par les commissaires aux comptes est celui clos au 31 décembre 2016.

Montant des fonds propres non susceptibles de reprise à la clôture du dernier exercice

Le montant des fonds propres non susceptibles de reprise à la clôture du dernier exercice de l'Émetteur se compose exclusivement de son report à nouveau global négatif à hauteur de 29.125 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Montant total et ventilation par échéance des engagements de l'Émetteur

Exigibilité au 31 décembre 2016 sur solde des dettes et provisions au 31 décembre 2016
(en millions d'euros)

(en millions d'euros)	Charges courantes considérées exigibles à moins d'un an	Exigibilité entre 1 et 5 ans	Exigibilité supérieure à 5 ans	TOTAL
Provisions pour risques	79,88	1,53	14,09	95,50
Dettes	11 575,43	11 550,00	15 500,00	38 625,43
Emprunts obligataires	1 721,80	8 300,00	15 500,00	25 521,80
Emprunts établissements de crédit et financement	5 061,71	3 250,00		8 311,71
Concours bancaires courants	-		-	-
Dettes financières diverses	8,12			8,12
Affiliés comptes créditeurs non affectés	165,45			165,45
Dettes allocataires & comptes rattachés	2 895,68			2 895,68
Dettes fiscales et sociales	69,82			69,82
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	8,05			8,05

Autres dettes	1 644,80			1 644,80
Produits constatés d'avance	176,70			176,70
Total Dettes et produits constatés d'avance	11 752,13	11 550,00	15 500,00	38 802,13
TOTAL	11 832,01	11 551,53	15 514,09	38 897,63

La masse des prestations restant à verser par l'Assurance chômage aux allocataires indemnisés inscrits à la clôture de l'exercice 2016 a été évaluée par la Direction des Etudes et Analyses de l'Unédic à 26,086 milliards d'euros. Ce montant ne prend pas en compte les allocations à verser aux bénéficiaires d'un maintien d'indemnisation jusqu'à leur retraite.

Les prestations restant à verser par l'Assurance chômage aux allocataires bénéficiant d'un maintien d'indemnisation concernent les allocataires demandeurs d'emploi qui peuvent, sous certaines conditions, percevoir leurs indemnités jusqu'à l'âge de la retraite. La masse des prestations restant à verser à ces allocataires inscrits à la clôture de l'exercice 2016 a été évaluée par la Direction des Etudes et Analyses de l'Unédic à 475 millions d'euros.

Sûretés accordées aux titres précédemment émis par l'Émetteur

Aucune émission de titres de créance non encore remboursée à la date de la présente Documentation Financière ne bénéficie de sûreté d'aucune sorte, étant précisé que l'ensemble des émissions obligataires réalisées depuis 2012 bénéficient de la garantie de l'État.

Éléments significatifs extraits des comptes provisoires de l'Émetteur

L'Émetteur n'établit pas de comptes provisoires.

Changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur

Il n'y a pas eu de changement dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016 qui soit significatif dans le cadre de l'Émission des Titres, étant cependant rappelé que l'Émetteur est, en France, une institution unique chargée de gérer l'assurance chômage. En conséquence, l'Émetteur est en permanence affecté par les tendances macro-économiques nationales, voire internationales. L'Émetteur est directement affecté par les perspectives affectant l'économie française en général. Depuis le 31 décembre 2016 (date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés), les tendances affectant l'Émetteur consistent :

- en la diminution du taux de chômage pour 2016 de -0,3 point (données INSEE, France métropolitaine) et l'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage de +26.000 personnes (données Pôle emploi, France métropolitaine) ;
- en un faible niveau du taux de croissance, +1,1 % en France en 2016 (données INSEE), et donc une faible progression du montant des contributions versées à l'Émetteur ;
- en un financement des besoins complémentaires induits par cette évolution, ce qui a nécessité :
 - (i) le maintien du programme de titres pour le service de l'emploi de l'Émetteur – Euro Medium Term Note (dont le détail des utilisations au 31 décembre 2016 figure ci-après), étant précisé que lors de sa séance du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration de l'Émetteur a augmenté le plafond de ce programme à un montant de 37 milliards d'euros ; et
 - (ii) le maintien du Programme de Titres Négociables à Moyen Terme de l'Émetteur (dont le détail des utilisations au 31 décembre 2016 figure ci-après), étant précisé que le Conseil d'administration de l'Émetteur a, dans sa séance du 31 janvier 2017, augmenté le plafond de ce programme à un montant de 8 milliards d'euros ;
 - (iii) des emprunts émis dans le cadre du Programme (cf. paragraphe « Contrats importants »).

2.18.4

Contrats importants

Les contrats importants (autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) auxquels est actuellement partie l'Émetteur pouvant conférer à l'Émetteur un droit ou une obligation ayant une incidence importante sur la capacité de l'Émetteur à remplir les obligations que lui imposent la présente Documentation Financière sont les suivants :

Programme EMTN d'émission de titres pour le service de l'emploi

L'Émetteur dispose d'un programme d'émission de titres (*Euro Medium Term Notes*) dont la limite d'encours est actuellement fixée à 37 milliards d'euros. Le produit net de l'émission des titres est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur, lequel doit veiller au service de la performance de l'Assurance chômage pour le bénéfice des salariés, des entreprises et des demandeurs d'emploi, en s'assurant de l'application par les opérateurs des règles et des dispositions décidées par les partenaires sociaux et en étroite coopération avec ces derniers, dans une perspective de gestion socialement responsable de l'Assurance chômage. L'encours nominal du programme EMTN de l'Émetteur s'élève à 25,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016.

Conventions d'ouverture de crédit

Il n'existe aucune ouverture de crédit en cours.

Titres Négociables à Court Terme (anciennement billets de trésorerie)

L'encours du Programme de Titres Négociables à Court Terme s'élève à 4,330M€ au 31 décembre 2015 et 4,960 M€ au 31 décembre 2016.

Titres Négociables à Moyen Terme (anciennement dénommés Bons à Moyen Terme Négociables)

L'Émetteur dispose d'un programme de Titres Négociables à Moyen Terme (anciennement dénommés Bons à Moyen Terme Négociables - BMTN) dont la limite d'encours est actuellement fixée à 8 milliards d'euros. L'émission de tels titres de créance négociables dont la maturité est légalement au minimum d'une année, est destinée à couvrir la partie de la courbe des taux d'intérêt sur laquelle l'Émetteur ne se positionne pas par l'intermédiaire de ses programmes EMTN et Titres Négociables à Court Terme.

L'encours du programme de Titres Négociables à Moyen Terme de l'Émetteur s'élève à 3,550 milliards d'euros au 31 décembre 2016. Il bénéficie aujourd'hui des notes Aa2 (Moody's Investors Service Limited) et AA (Fitch France S.A.S.).

2.18.5 Informations sur les tendances

Sous réserve des informations figurant dans la présente Documentation Financière, aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016.

Sous réserve des informations figurant dans la présente Documentation Financière, il n'y eu aucun changement significatif de la situation financière de l'Émetteur survenu depuis le 31 décembre 2016.

2.18.6 Procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage

Dans les douze (12) mois précédant la date de la présente Documentation Financière, l'Émetteur n'est et n'a été impliqué dans aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage et n'a connaissance d'aucune procédure similaire en suspens ou dont il est menacé qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur sa situation financière, sa rentabilité ou sur son activité.

2.18.7 Documents accessibles au public

Aussi longtemps que des Titres seront en circulation dans le cadre du présent Programme, des copies des documents suivants seront disponibles, sans frais, dès leur publication, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) au siège social de l'Agent Domiciliaire :

- (i) une copie des statuts de l'Émetteur,
- (ii) les états financiers audités de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016,

- (iii) une copie de la présente Documentation Financière et de tout avenant
- (iv) une copie du Prospectus de Base, de tous suppléments au Prospectus de Base, ainsi que de tout nouveau Prospectus de Base,
- (v) toutes Conditions Définitives relatives à des Titres admis aux négociations sur Euronext Paris ou sur tout autre Marché Réglementé, et
- (vi) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Émetteur dont une quelconque partie serait incluse ou à laquelle il serait fait référence dans le Prospectus de Base.

SECTION 3 : CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES		
Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures		
3.1	Personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres Négociables à Court Terme de 10 milliards d'euros au nom de l'Unédic	Monsieur Vincent DESTIVAL Directeur Général Unédic
3.2	Déclaration de la personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres Négociables à Court Terme de 10 milliards d'euros au nom de l'Unédic	A ma connaissance, les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée
3.3	Date, Lieu et signature	Paris, le 5 septembre 2017 Unédic 4, rue Traversière 75012 PARIS Monsieur Vincent DESTIVAL Directeur Général

ANNEXES		
Annexe I	Notation du programme	<p>Fitch Ratings La notation de Fitch Rating à ce programme peut être vérifiée à l'adresse suivante : https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/88233466</p> <p>Moody's Investors Service Limited La notation de Moody's Investors Service Limited à ce programme peut être vérifiée à l'adresse suivante : https://www.moodys.com/credit-ratings/UNEDIC-credit-rating-600012665</p>
Annexe II	Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu⁶	<p>Rapports financiers 2015 et 2016 comprenant les comptes annuels des exercices 2015 et 2016 ainsi que les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes desdits exercices</p> <p>Les rapports financiers 2015 et 2016 de l'Émetteur ainsi que l'ensemble des documents mis à la disposition des investisseurs sont disponibles sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante :</p> <p>Pour le rapport financier 2016 : https://www.unedic.org/sites/default/files/2017-08/Une%CC%81dic%20Rapport%20financier%202016.pdf</p> <p>Pour le rapport financier 2015 : https://www.unedic.org/sites/default/files/2017-06/2015%20Rapport%20financier%20Une%CC%81dic.pdf</p>
Annexe III	Avenant daté sous format électronique et papier (signé)	Sans objet

⁶ Les informations financières annexes de l'émetteur exposées à l'article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L.232-23 du Code de commerce.